

L'anglais n'est pas la langue de l'université française

Pierre Frath

Professeur de linguistique anglaise et de didactique du plurilinguisme à l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Directeur de la Maison des Langues. Directeur-adjoint du CIRLEP, un des groupes de recherche de l'URCA. Site personnel : <http://www.res-per-nomen.org>

Une catastrophe culturelle, scientifique et géopolitique est en train de se préparer sous nos yeux dans l'inconscience générale. Tous les jours, des décisions technocratiques sont prises en faveur de l'anglais par les organismes de recherche et les universités de notre pays, et dans l'Europe tout entière, sans que les conséquences en soient perçues. Si rien n'est fait, les citoyens européens vont bientôt se trouver dans l'impossibilité de faire des études et de la recherche dans leur langue nationale, et cela dans un déficit démocratique sans précédent dans le domaine culturel. Le remplacement des langues nationales par l'anglais n'a été voté par aucune institution démocratique nulle part. Les citoyens ne sont pas informés de ce qui passe, ni par les institutions qui mettent en place le tout-anglais, ni par les médias, qui se désintéressent totalement de la question, et qui n'en comprennent même pas les enjeux.

Les dernières décennies ont vu un abandon massif du français dans la recherche¹. Les publications dans les sciences dites exactes se font presque exclusivement en anglais; certains domaines dans les sciences humaines résistent encore, mais pour combien de temps ?

Une très nette domination de la recherche anglo-saxonne est en train de se mettre en place. Pour être publié dans une revue américaine, il faut faire référence aux derniers travaux anglo-saxons, sans que l'inverse soit vrai : un coup d'œil aux publications des anglophones natifs, surtout dans les sciences humaines, montre à l'évidence que ces derniers lisent très peu d'articles écrits par des non-natifs, même en anglais. Jusqu'ici, les points de vue des diverses cultures pouvaient s'enrichir les uns les autres. C'est ainsi que la philosophie française s'est enrichie de la philosophie allemande et que ces deux traditions ont influencé la philosophie américaine. Lorsque la recherche mondiale sera la cinquième roue du carrosse anglo-saxon, les anglophones n'auront plus aucune raison de s'intéresser aux non-anglophones, et comme tout le monde aura perdu l'habitude de lire dans d'autres langues que l'anglais, les autres traditions perdront toutes leur public. Il en résultera nécessairement une baisse globale du niveau de la recherche mondiale, qu'on constate d'ailleurs déjà dans certains domaines.

Les raisons qui justifient l'anglicisation de la recherche sont connues. Certaines sont assez légitimes : publier en anglais ouvre un lectorat plus vaste que celui des francophones ; il est très pratique d'avoir accès à tout ce qui se publie grâce à une seule langue ; et les contacts entre les chercheurs en sont facilités. Tout cela est certainement très positif. Certaines raisons sont moins légitimes, mais compréhensibles : comme les revues anglo-saxonnes sont souvent les plus prestigieuses, il est gratifiant pour un chercheur d'y être publié. D'autres sont tout à fait discutables : la pression des agences d'évaluation qui surévaluent les publications en anglais, le poids de l'*impact factor* sur la réputation des chercheurs, c'est-à-dire le nombre de fois que leurs travaux sont cités par d'autres chercheurs (une mesure très facilement manipulable), les effets pervers des classements internationaux, type classement de Shanghai, qui font la part trop belle aux publications en anglais.

Ceci est la situation actuelle. Elle est inconfortable, injuste et dangereuse. Inconfortable, parce que publier dans une langue étrangère demande un effort supplémentaire et ne permet pas de développer facilement sa pensée ; par ailleurs le formalisme imposé des publications anglo-saxonnes donne un cadre strict à l'écriture qui tend à formater la pensée. Elle est injuste : elle avantage les anglophones natifs, car à valeur égale, un article écrit par un natif a

¹ Le même phénomène se produit partout en Europe, mais je ne parlerai ici que du cas français.

plus de chances d'être publié. Elle est dangereuse : elle attribue trop de pouvoir aux institutions anglo-saxonnes, et elle leur donne la primeur des nouvelles découvertes, que des laboratoires anglophones sont alors tentés de s'attribuer.

Cependant, cette situation, pour déplorable qu'elle soit, ne menace pas fondamentalement la recherche française car les chercheurs continuent de réfléchir et d'enseigner en français. Ce qui la menace gravement, en revanche, c'est la tendance de plus en plus irrésistible d'imposer la langue anglaise dans les formations de master, et parfois aussi de licence. Ces pratiques n'ont aucune justification pédagogique : toutes les études ont montré que des formations en anglais à des non-natifs entraînent une baisse de niveau, surtout si l'enseignant est lui-même non-natif. Dans la plupart des universités, le niveau moyen en anglais des enseignants ne dépasse pas B2, c'est-à-dire un niveau intermédiaire qui ne permet pas de tout dire avec aisance. Par ailleurs, toutes les études montrent que les étudiants de master sont massivement de niveau B1. Quel bénéfice des étudiants de niveau B1 peuvent-ils attendre d'un enseignement de niveau B2 ?

Par ailleurs, si on laisse cette situation se développer, on aboutira à ce qu'on appelle une perte de domaines : les générations futures ne connaîtront plus les mots de leur langue pour parler de ce qu'ils savent. C'est particulièrement grave pour des langues dites universelles, comme le français ou l'allemand, qui permettent encore à leurs locuteurs de tout penser et dire dans leurs langues. C'est moins grave pour des langues comme le finnois, qui n'a jamais été une langue universelle, ou comme le suédois, qui a déjà perdu ce statut : après un demi-siècle d'anglicisation de leurs universités, les scientifiques suédois sont obligés d'utiliser l'anglais pour exprimer leurs connaissances.

Les générations futures étudieront et travailleront alors exclusivement en anglais et seront ainsi amenées à se couper de leurs propres traditions culturelles et scientifiques. Les bibliographies du passé, en français, seront négligées et de plus en plus incompréhensibles au fur et à mesure que le temps passera.

Est-ce cela que nous voulons ? N'y a-t-il pas là au moins matière à débat ? Les citoyens, dont les impôts financent la recherche, ne devraient-ils pas avoir leur mot à dire à propos de l'avenir que les universités réservent à leurs enfants, à leur culture, et à la place de leur pays dans le monde.

Car ne nous y trompons pas, ce sera également un désastre géopolitique. Le rayonnement d'une culture est dans le regard des autres. À tort ou à raison, la France est perçue comme une force culturelle et politique libre et indépendante, avec sa légitimité propre, et elle est ressentie comme une solution de rechange aux conceptions anglo-saxonnes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont souvent discutables. L'abandon de sa langue dans l'enseignement supérieur donnera le signal qu'elle aura cessé de se considérer comme telle. Ce sera une catastrophe à la fois pour nous, qui aurons perdu une identité sans être sûrs d'en gagner une autre, et pour les autres peuples, qui auront perdu une possibilité de choix. Les anglo-saxons eux-mêmes regretteront un challenger respecté et amical.

Si les universités françaises adoptent le tout-anglais, les jeunes étrangers ne verront plus guère l'intérêt d'apprendre notre langue. Ce sera la fin de l'enseignement du français dans le monde, et à terme, la fin de la francophonie et le repli de notre pays sur une conception folklorique de sa culture, sans ambition universelle.

Sommes-nous prêts à cela ?

Je pense que le moment est venu de mettre ces questions sur la place publique, d'en débattre et de pousser les politiques à légiférer, en accord avec nos voisins européens, souvent dans la même situation que nous. La question des publications est cruciale. Il est sûr que la recherche française ne peut pas cesser de publier en anglais. Mais il faudrait que se maintienne dans tous les domaines une culture de l'écriture en français, car on n'écrit bien

que dans sa langue. Ludwig Wittgenstein a fait toute sa carrière à Cambridge, où il enseignait en anglais. Ses œuvres maîtresses ont en revanche été écrites en allemand.

Il faudrait imposer par un acte politique l'existence dans tous les domaines d'une ou plusieurs revues de qualité en français. Elles pourraient bien évidemment accueillir des textes dans d'autres langues, mais elles auraient pour vocation de publier des points de vue locaux sans référence obligée à des points de vue anglophones, ce qui garantirait une certaine diversité dans les approches, surtout si d'autres grandes langues faisaient de même. Tous les chercheurs seraient ainsi contraints de lire dans un certain nombre de langues, ce qui ne pourrait être qu'à l'avantage de la recherche en général. On ne publierait en anglais que dans un second temps, dans des publications pas nécessairement dirigées par des natifs, par exemple européennes, afin de garantir une certaine diversité dans le choix des articles, qui fait souvent défaut dans les publications anglophones, pas exemptes de copinage.

Cela voudrait dire une inversion de la tendance actuelle et la mise en place d'une véritable politique de publications scientifiques. À l'heure actuelle, les revues françaises dans nombre de domaines sont confectionnées par des bénévoles sur leur temps libre, avec des bouts de ficelle, des tirages réduits, et peu d'aide à la diffusion. Il est remarquable qu'elles continuent généralement d'être de qualité. Le modèle à prendre est celui d'*Oxford University Press* ou de *Cambridge University Press*, qui diffusent dans les universités du monde entier des articles dans tous les domaines, et pas seulement en anglais. Par exemple, une revue comme *Journal of French Language Studies* (CUP) diffuse partout des textes de linguistique écrits en français ou en anglais.

Il est grand temps de réagir si nous ne voulons pas ressembler au colonisé dont Albert Memmi a fait le portrait (*Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, éd. Buchet/Chastel, Paris, 1957).